Nations Unies S/PV.4105



Conseil de sécurité

Provisoire

Cinquante-cinquième année

4105e séance
Lundi 28 février 2000, à 12 h 25
New York

Président :	M. Listre	(Argentine)
Membres :	Bangladesh	M. Chowdhury
	Canada	M. Vámos-Goldman
	Chine	M. Wang Yingfan
	États-Unis d'Amérique	M. Cunningham
	Fédération de Russie	M. Lavrov
	France	M. Dejammet
	Jamaïque	Mlle Durrant
	Malaisie	M. Hasmy
	Mali	M. Kasse
	Namibie	M. Andjaba
	Pays-Bas	M. Hamer
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Eldon
	Tunisie	M. Ben Mustapha
	Ukraine	M. Yel'chenko

Ordre du jour

Exposé de M. Carl Bildt, Envoyé spécial du Secrétaire général pour les Balkans

00-31763 (F)

La séance est ouverte à 12 h 25.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Exposé de M. Carl Bildt, Envoyé spécial du Secrétaire général pour les Balkans

Le Président (*parle en espagnol*) : J'informe le Conseil que j'ai reçu des représentants de la Bosnie-Herzégovine et de l'ex-République yougoslave de Macédoine des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Suivant la pratique habituelle, je propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objections, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Sacirbey (Bosnie-Herzégovine) et M. Čalovski (ex-République yougoslave de Macédoine) occupent les sièges qui leur sont réservés sur le côté de la salle du Conseil.

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables et en l'absence d'objection, je considère que le Conseil de sécurité accepte, au titre de l'article 39 de son règlement provisoire, d'inviter M. Carl Bildt, Envoyé spécial du Secrétaire général pour les Balkans.

Puisqu'il n'y a pas d'objection, il en est ainsi décidé.

J'invite M. Bildt à prendre place à la table du Conseil.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil de sécurité se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

Au cours de cette séance, le Conseil de sécurité va entendre un exposé de M. Carl Bildt, Envoyé spécial du Secrétaire général pour les Balkans. Après son intervention, les membres du Conseil auront l'occasion de poser des questions et de faire des observations.

Je donne maintenant la parole à M. Bildt.

M. Bildt (*parle en anglais*) : C'est un honneur pour moi que de parler devant le Conseil de la recherche d'une stabilité non assistée, ainsi que des droits de l'homme et de la démocratie dans les Balkans.

Le Kosovo est une fois de plus au coeur de l'attention du grand public. Toutefois, il ne m'appartient pas de parler en détail de tous les défis auxquels nous faisons face là-bas. Je crois comprendre que le Dr Kouchner fera un exposé au Conseil à ce sujet le 6 mars prochain.

Je me contenterai de répéter ce que j'avais déjà indiqué lors des consultations officieuses l'an dernier, que l'opération au Kosovo est l'une des plus complexes et difficiles de ce type que l'ONU ait jamais été appelée à entreprendre.

Le Kosovo n'est qu'une petite partie d'une région en quête de stabilité, et ma tâche, en tant qu'Envoyé spécial, du Secrétaire général, est de voir ce qui peut être fait pour empêcher l'apparition de nouveaux conflits et pour préparer le terrain pour une stabilité non assistée dans l'ensemble de la région.

L'instabilité et les conflits ne sont pas des phénomènes nouveaux dans la région. Nous avons souvent tendance à oublier que les troubles et l'instabilité ont régné dans les Balkans, durant la première décennie du XXe siècle tout autant que dans la dernière. Parvenir à un ordre politique stable dans une région comme celle-ci caractérisée, après des millénaires de domination de divers empires multinationaux, par sa riche mosaïque de peuples, de cultures et de traditions, est une tâche des plus difficiles.

Il y a 10 ans, ces questions sont de nouveau revenues nous tarauder. Les anciens régimes et les vieilles structures de répression ayant été rejetés, la communauté internationale a dû aider la région à retrouver un nouvel ordre de stabilité, fondé dorénavant sur le respect des droits de l'homme et de la démocratie. Cette tâche s'est révélée des plus délicates. Certains la décriraient comme une succession d'échecs : l'incapacité d'empêcher la guerre en Croatie, l'incapacité d'empêcher la guerre en Bosnie et l'incapacité d'empêcher la guerre au Kosovo. Ces guerres ont, bien sûr, détruit la vie des gens et ravagé la région. Et le système des Nations Unies, dès le début, a été à l'avant-garde des efforts pour soulager les souffrances des gens ordinaires et les aider — tâche souvent ingrate — comme le Conseil le sait.

Quand nous examinons la situation aujourd'hui — 10 années plus tard — je ne pense pas qu'il soit possible de parler de situation de stabilité non assistée dans la

région. De fait, notre participation politique, humanitaire, économique et militaire conjuguée dans les différentes zones de la région est plus étendue et plus indispensable que jamais auparavant. Si nous nous retirions aujourd'hui, nous devrions faire face à de nouvelles guerres demain.

La question la plus importante à laquelle nous devons faire face dans la région est le conflit entre ce que j'appellerai les forces d'intégration et les forces de désintégration. Le conflit oppose ceux qui souhaitent, ou du moins acceptent, l'intégration, au sein de leur société et entre les différentes sociétés, et ceux qui prônent — souvent au nom d'un nationalisme extrême — à la désintégration, dans leur propre société et entre les nations. Nous savons malheureusement par expérience — que quasiment toutes les tentatives de désintégration de la région se sont soldées par des conflits violents d'un genre ou d'un autre, assortis le plus souvent de violations flagrantes des droits de l'homme, d'opérations d'épuration ethnique et de destruction de l'infrastructure économique et sociale de grande envergure. Les divorces qu'a connus cette région ne se sont pas passés en douceur, mais dans la violence.

Quand nous examinons la situation dans la région aujourd'hui, nous sommes forcés de conclure que les forces de désintégration restent plus fortes que les forces d'intégration. Tant que ce sera le cas, une stabilité non assistée respectueuse, également, de nos autres valeurs sera extrêmement difficile à réaliser. Il est donc d'autant plus important que nous continuions de rechercher cette stabilité.

En 1995, après d'immenses échecs et des efforts tout aussi immenses, nous avons réussi à obtenir un règlement politique en Bosnie — l'Accord de paix de Dayton, qui demeure l'un des accords les plus ambitieux de ce type dans l'histoire moderne. En 1999, les efforts déployés pour obtenir un règlement politique du conflit au Kosovo ont échoué et la guerre qui en a résulté a débouché sur la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité, ainsi que sur un accord technico-militaire. Mais il n'existait pas, et il n'existe toujours pas, d'accord de paix véritable.

C'est là un des facteurs qui rendent la tâche de la Mission des Nations Unies au Kosovo si cruciale et si difficile. Et les questions centrales du conflit — relatives au statut à long terme du Kosovo — n'étant pas considérées comme résolues, c'est également l'évolution de l'ensemble de la région vers la stabilité qui s'en trouve considérablement compliquée. Il y a tout simplement trop d'attentes et trop de craintes suscitées par les questions centrales apparemment non résolues que pose le conflit.

Il est donc impératif, si nous ne voulons pas renoncer à chercher à instaurer une stabilité non assistée, que nous soyons prêts à reprendre le chemin d'un règlement pacifique du conflit. L'heure n'est peut-être pas encore venue de passer à des mesures plus concrètes, mais l'heure est certainement au débat sur les questions centrales. Je soulignerai quatre points de départ à une telle réflexion lesquels, à leur tour, recouvrent le plus évident d'entre tous, à savoir la prise en considération des voeux de tous les Kosovars, résidents actuels ou de souche.

Tout d'abord, je crois que la recherche d'un règlement régional doit bénéficier d'un appui solide du Conseil. Il ne s'agit pas là d'un principe abstrait ou d'une déclaration politique, mais d'une affirmation fondée sur l'expérience concrète acquise dans la région au cours des 10 dernières années. Car c'est seulement après qu'un consensus solide ait été réalisé entre les principaux protagonistes internationaux — souvent les États-Unis, les pays de l'Union européenne et la Fédération de Russie — qu'il a été possible d'obtenir des accords politiques entre les différentes parties belligérantes dans les différents conflits de la zone. Tout consensus moins global s'est toujours soldé par un échec. Il importe donc de maintenir le dialogue au sein du Conseil sur les modalités d'un futur règlement régional.

Deuxièmement, je pense que les États de la région doivent participer activement à la recherche de ce règlement. À Rambouillet, il y a un an, la recherche d'une solution se faisait essentiellement entre Belgrade et les représentants politiques des Albanais du Kosovo. Et si cela reste certes au coeur du conflit à résoudre, ce n'est plus suffisant. L'avenir du Kosovo affecte la région tout entière, de façon très profonde. Nous devons donc demander clairement aux dirigeants de se manifester et de participer, que ce soit à Skopje et à Tirana, comme dans d'autres capitales de la région. Nous devons tenir compte des avis exprimés à Podgorica et à Sarajevo. Nous devons traiter la question sur une base véritablement régionale.

Troisièmement, je pense qu'il est fondamental d'être prêts à affirmer clairement que la solution consiste à répondre aux exigences minimales de chacun sans satisfaire aux exigences maximales de quiconque. C'est là l'essence de l'accord politique qui a abouti à l'Accord de paix de Bosnie : il répondait aux exigences minimales de tous mais non aux exigences maximales de quiconque. C'était la condition de cet accord, et ce sera la condition du prochain.

Quatrièmement, et c'est peut-être le plus difficile, nous devons être à même d'inscrire solidement l'accord dans le cadre plus large d'une formule intéressant la région tout

entière, et de préférence dans le contexte, à son tour, de l'ensemble de la région européenne. Il existe des rapports évidents entre les différents conflits dans la région et il est de toute évidence nécessaire de créer un cadre plus large qui non seulement garantisse la stabilité des différents accords obtenus dans la région mais encourage également une politique commune de réforme, de réconciliation et de réintégration, ce qui sera absolument déterminant pour le développement futur de la région.

Il y a eu, et il y a encore, des initiatives régionales importantes. Au début des années 1990, il y a ainsi eu la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, parrainée par l'ONU et l'Union européenne, et depuis l'été dernier, il y a l'initiative du Pacte de stabilité de l'Union européenne, parrainée par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). L'Union européenne a également proposé de conclure des accords de stabilisation et d'association avec chacun des pays de la région.

Nonobstant ces efforts importants, je pense qu'il faudra une structure qui, par son ampleur, sa solidité et ses perspectives, aille bien au-delà de ce qui a été envisagé à ce jour.

Cela dit, nous savons tous qu'il n'existe actuellement à peu près pas de possibilités de continuer sur cette voie d'une paix éventuelle. Nous sommes, c'est le moins qu'on puisse dire, handicapés par le régime de Belgrade. Le fait que les principaux dirigeants politiques et militaires de ce qui reste de la Yougoslavie ont été inculpés de crimes contre l'humanité par le Tribunal pénal international pour la Yougoslavie implique qu'ils sont excommuniés de facto de toute sorte de dialogue ou de contact diplomatique.

Ceci est naturel, mais crée aussi, incontestablement, un dilemme majeur. Nous ne pouvons ni faire la paix sans Belgrade, ni parler des différents problèmes de la région dans son ensemble sans tenir compte de la Serbie. Mais, par ailleurs, il est également exclu de traiter avec les personnalités mises en accusation par le Tribunal international ou avec leurs proches associés. Nous nous trouvons ainsi, en quelque sorte, dans une situation où beaucoup de nos efforts dans la région peuvent être considérés comme n'étant rien d'autre qu'une gigantesque opération de tenue en l'état jusqu'au moment où des changements en Serbie permettront de faire progresser un processus de paix en bonne forme et un ordre du jour régional plus vaste en matière de réforme, réconciliation et réintégration.

Mais il ne suffit pas de se contenter d'attendre. Si nous faisons cela, nous risquons de nous trouver face à de nouveaux conflits. Nous devons chercher activement le changement, nous devons répondre aux provocations présentes et futures, et nous devons essayer activement d'empêcher que les tensions existantes ne se transforment en conflit ouvert.

Dans ce contexte, j'aimerais mentionner en particulier la situation entre la Serbie et le Monténégro. Tant qu'il n'y aura pas de changement de régime à Belgrade, ces deux républiques de la Yougoslavie s'acheminent assez lentement, mais sûrement, vers l'affrontement. Le Président Milosevic a fait un usage plus qu'abusif des institutions fédérales et a violé de façon flagrante les droits du Monténégro au sein de cette fédération. Que les dirigeants du Monténégro n'aient pas réagi à ces violations par une sécession pure et simple, mais qu'ils aient plutôt proposé une réforme des relations entre la Serbie et le Monténégro fait apparaître un sens des responsabilités et des qualités d'homme d'État qui ne devrait pas rester sans récompense.

La situation du Monténégro est difficile à plusieurs égards. Nous pouvons dire qu'il souffre en quelque sorte de sanctions doubles. D'une part, les Monténégrins souffrent des sanctions imposées contre toute la Yougoslavie, ce qui leur bloque l'accès aux institutions financières internationales. D'autre part, ils subissent les sanctions de facto que leur inflige la Serbie, ce qui les oblige — pour ne prendre qu'un exemple — à dépendre des importations alimentaires onéreuses.

Je pense que, pour assurer la stabilité, nous devons tous redoubler d'efforts pour leur venir en aide dans cette situation particulièrement difficile. L'affrontement entre le Monténégro et la Serbie est un affrontement qui porte sur l'avenir de la République fédérale de Yougoslavie. À ce titre, il a des conséquences évidentes sur la façon dont la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité pourra un jour être pleinement mise en oeuvre. Un règlement régional ne saurait être possible tant que l'on n'aura pas réglé les questions capitales concernant la forme que prendra dans l'avenir la République fédérale de Yougoslavie. Un tel règlement régional devra établir un équilibre entre les intérêts généraux des Serbes ou autres Slaves et ceux des Albanais de la région. Nous voulons certainement édifier la démocratie et la société civile dans l'ensemble de la région et dans tous ces pays, mais cela ne sera pas assez pour que toutes ces questions cessent de se poser. Le nationalisme et la démocratie ne sont pas nécessairement incompatibles.

Nous devons être conscients de la présence de tensions, le long des lignes de faille entre tous ces intérêts. Nous les voyons pratiquement tous les jours à Mitrovica, dans le nord du Kosovo. Et nous ne devons pas prétendre

que nous ne pouvons pas reconnaître les groupes extrémistes ou les particuliers qui, des deux côtés, sont déterminés à exploiter au maximum ces tensions le long de toutes les lignes de faille, que se soit dans le nord du Kosovo, dans le sud de la Serbie, comme nous le constatons également, ou peut-être même en Macédoine. Une fois de plus, nous avons affaire ici à un affrontement entre les forces d'intégration et les forces de désintégration dans la région. Si on laisse ces dernières l'emporter assez longtemps, nous verrons de nouvelles tensions s'accumuler, avec comme résultat de nouveaux conflits, qui ouvriront peut-être même la voie à des conflits tout aussi brutaux que ceux que nous avons déjà connus.

Nous sommes ainsi en face d'une situation complexe dans la région. Il y a des faits positifs. Les changements politiques survenus en Croatie méritent certainement d'être mentionnés en priorité parmi eux et, en dépit de toutes les difficultés que nous rencontrons et que le Conseil connaît bien, nous progressons également en Bosnie. Mais surtout, nous sommes encore loin d'avoir réalisé la stabilité autonome que nous recherchons depuis une décennie et dont rêvent tous les habitants des différents pays de la région, sans distinction de croyance, d'origine ou de confession. C'est pourquoi la recherche devra se poursuivre dans des conditions qui sont loin d'être faciles.

M. Hasmy (Malaisie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je souhaite tout d'abord vous remercier d'avoir convoqué cette séance. Une fois de plus, nous souhaitons la bienvenue à M. Carl Bildt, Envoyé spécial du Secrétaire général pour les Balkans, et nous le remercions de son exposé succinct mais d'une grande portée et de son analyse sincère, qui, j'en suis persuadé, ont été très utiles aux membres du Conseil. Il a donné au Conseil de quoi réfléchir.

Aux fins de la discussion d'aujourd'hui, ma délégation souhaite se concentrer uniquement sur quelques questions particulièrement importantes pour le Conseil et pour la communauté internationale dans les efforts qui se poursuivent afin de parvenir à la paix et à stabilité dans la région, en particulier en Bosnie-Herzégovine, et aussi au Kosovo.

Tout d'abord, parmi ces préoccupations immédiates, il y a le retour des réfugiés et des personnes déplacées. Des efforts concertés ont été faits par le système des Nations Unies et par toute la communauté internationale pour faciliter le retour des réfugiés et des personnes déplacées, tant en Bosnie-Herzégovine qu'au Kosovo. Au Kosovo, un grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées d'ethnie albanaise sont retournés chez eux, mais il y a maintenant le problème de l'exode d'autres communautés ethniques de la province, en particulier les Serbes. Entre-temps, le problème des réfugiés demeure largement sans solution en Bosnie-Herzégovine, même quatre ans après la signature de l'Accord de paix de Dayton.

Le problème des réfugiés se trouve bien sûr au coeur de l'insécurité actuelle, qui est due à l'absence d'ordre public ou à l'inefficacité des lois, tant en Bosnie-Herzégovine qu'au Kosovo. À notre avis, le rétablissement et le maintien de l'ordre public sont importants en eux-mêmes, mais ils sont aussi importants pour encourager le retour rapide des réfugiés.

Deuxièmement, il est nécessaire de continuer à mettre l'accent sur le processus de réconciliation. Telle devrait être l'une des priorités, tant pour la Bosnie-Herzégovine que pour le Kosovo. Il est tout à fait normal que les communautés qui ont été victimes de certains des crimes les plus graves contre l'humanité depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale cherchent à ce que justice soit faite pour leurs êtres chers qui ont péri. À cet égard, il est important que justice soit rendue et que l'on voie qu'elle est rendue. D'où l'importance particulière que nous accordons aux activités menées en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo, que la communauté internationale doit appuyer vigoureusement, par le Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.

Troisièmement, la communauté internationale devrait continuer d'appuyer inlassablement les efforts de relèvement et de reconstruction en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo. Nous constatons que beaucoup de travail a déjà été fait dans ce domaine par la communauté internationale dans son ensemble et par les pays de la région. Nous prenons note en particulier des projets précis décrits dans le Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est en vue d'autres efforts, allant de la reconstruction économique et de la réforme politique à une intégration plus étroite dans la région. Nous saluons ces efforts et nous souhaitons qu'ils soient couronnés de succès.

Enfin, ma délégation souhaiterait souligner l'importance du rôle des dirigeants locaux. Nous croyons que le succès des efforts de la communauté internationale dépendra en grande partie de la coopération et de l'attitude constructive des dirigeants locaux.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le représentant de la Malaisie des paroles aimables qu'il m'a adressées.

M. Chowdhury (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Nous remercions M.Bildt de son exposé direct et détaillé sur la situation dans les Balkans. Cette réunion n'aurait pas pu avoir lieu à un meilleur moment, étant donné que les incidents récemment survenus dans les Balkans et au Kosovo en particulier nous amènent à nous concentrer une nouvelle fois sur les efforts que la communauté internationale doit consentir pour instaurer la paix dans l'ensemble de la région. Nous apprécions les informations de première main sur la situation dans les Balkans que vient de nous fournir M. Bildt, lequel connaît très bien cette région.

On estime que les échauffourées récentes qui ont eu lieu à Mitrovica représentent une menace potentielle de déstabilisation pour d'autres régions du Kosovo et d'ailleurs. M. Bildt défend depuis longtemps l'idée selon laquelle la communauté internationale devrait participer beaucoup plus activement aux travaux de reconstruction, non seulement au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine, mais également dans l'ensemble de la région des Balkans. Nous approuvons M. Bildt qui a dit aujourd'hui que le moment est maintenant venu d'engager des discussions sur toutes les questions qui n'ont toujours pas été réglées dans les Balkans.

La communauté internationale a renforcé sa présence pour empêcher les affrontements interethniques. Cela a contribué dans une certaine mesure à un apaisement de la situation. Mais l'expérience montre que les conflits qui ont des causes ethniques ont tendance à se prolonger, voire à se poursuivre pendant plusieurs générations. La présence renforcée de la communauté internationale ne saurait être une solution permanente. Il faut qu'il y ait un mécanisme ancré dans les sociétés de la région, qui permette de contenir et de mettre fin à toute situation explosive.

Nous devons faire des efforts déterminés pour aider à promouvoir une culture de la paix dans les Balkans avec la participation de tous les secteurs de la société. Un mouvement d'envergure de la société civile en faveur d'une culture de la paix sera probablement la seule solution pour parvenir à une stabilité durable dans la région.

M. Dejammet (France) : Brièvement, Monsieur le Président, nous attachons beaucoup d'intérêt aux interventions de M. Carl Bildt pour plusieurs raisons; la première étant son expérience. Il a été l'émissaire de l'Union européenne lors d'une phase particulièrement difficile du conflit en Bosnie-Herzégovine et il a mené sa mission avec autorité, persévérance et sagesse, et finalement, conjointement aux efforts de M. Holbrooke, avec succès. Il a été le Haut Représentant pour la Bosnie-Herzégovine, le premier Haut Représentant de la communauté internationale, d'où une très riche expérience dont nous avons tous ici évidemment intérêt à tirer profit.

Mais la seconde raison qui fait que nous attachons beaucoup d'intérêt et d'importance aux interventions de M. Carl Bildt tient aux conditions mêmes de sa nomination et à son mandat. Le Secrétaire général de l'ONU a eu raison de désigner un envoyé spécial pour l'ensemble des Balkans et je crois que ce qui est important dans la tâche de M. Bildt, c'est l'étendue de ses compétences, c'est la nécessité pour lui de porter un regard général sur l'ensem ble de la région. Pourquoi? Parce que nous savons bien que l'ensemble des Balkans est actuellement traité de façon un peu composite par différentes institutions et différents organes avec des mandats et des compositions différentes. Et c'est M. Carl Bildt qui peut porter un regard général sur l'ensemble de la situation où des traits, malgré la spécificité des situations, sont similaires.

Je crois que dans cette tâche, M. Bildt a bien à l'esprit — et il nous en a apporté la preuve aujourd'hui — les trois considérations importantes. La première, c'est d'essayer évidemment de contribuer à renforcer les facteurs de coopération et de solidarité par rapport aux facteurs de désintégration et d'éclatement. Je pense qu'il s'agit là d'une perspective intéressante, la seule viable en fait et à laquelle M. Bildt a raison de s'attacher.

La seconde considération importante également, c'est que nous ne devons pas avoir peur du mot réforme, et quand on parle de réforme, on pense évidemment à une réforme démocratique. Oui, il y a des secteurs dans la région qui doivent prendre mieux conscience de cette nécessité de réforme démocratique ou bien s'effacer s'ils n'en prennent pas conscience car c'est une des clefs du succès de la consolidation — je le répète — des facteurs de solidarité ou de coopération.

La troisième observation, c'est évidemment que pèse le primat de la reconstruction; il faut continuer à apporter notre aide, notre assistance afin que les motifs d'espérance l'emportent.

Voilà les trois considérations : solidarité, réforme, reconstruction, qui sont sous-jacents à la vision d'ensemble de M. Bildt et c'est la raison pour laquelle nous nous félicitons de sa présence aujourd'hui. Nous nous félicitons

de son travail déjà mené et nous l'encourageons à poursuivre dans cette voie.

M. Yel'chenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je souhaite également remercier M. Bildt de ses informations très précieuses qui donnent matière à réflexion.

La situation dans les Balkans suscite à la fois un optimisme prudent et de vives inquiétudes. Nous sommes optimistes parce que des progrès incontestables ont été réalisés grâce aux efforts de consolidation de la paix consécutifs aux conflits en Croatie et en Bosnie. Mais si nous sommes inquiets, c'est en raison de la détérioration progressive de la situation au Kosovo.

Nous partageons la conviction déjà exprimée par M. Bildt, selon laquelle toute stratégie à long terme en faveur de la paix et la stabilité dans la région dépend de la fameuse politique des trois R : réforme globale des sociétés ravagées par la guerre, réintégration de la région dans l'architecture européenne et mondiale, réconciliation entre tous les États et pays de la région.

Ma délégation est convaincue que les questions ayant trait à la sécurité, au retour des réfugiés et à la reconstruction économique sont des éléments essentiels du règlement global du conflit dans les Balkans. Il va sans dire que la création de conditions de sécurité satisfaisantes est un préalable à tout processus de paix. Dans le contexte des Balkans, cela concerne avant tout la situation actuelle au Kosovo qui continue de menacer la sécurité de l'Europe en général et de porter atteinte aux progrès réalisés grâce aux efforts de consolidation de la paix menés dans d'autres parties de la région.

Les troubles récents intervenus à Mitrovica ont montré que des mesures plus déterminées doivent être entreprises pour rompre le cercle vicieux de la haine ethnique, de la méfiance et de la revanche, ainsi que pour mettre un terme aux activités terroristes et aux attaques criminelles dirigées contre le personnel international chargé du maintien de la paix et contre le personnel humanitaire.

Le retour des réfugiés et des personnes déplacées est l'un des principaux obstacles à l'établissement de la stabilité politique en Bosnie-Herzégovine, en Croatie et en Yougoslavie. Il est clair que ce problème ne pourra être examiné que dans un contexte régional, à condition qu'il existe une coopération étroite entre les pays de la région pour permettre le retour volontaire des minorités nationales et appuyer leurs revendications légitimes en matière de sécurité et d'égalité des droits, y compris le droit à la propriété.

Cela étant, nous nous félicitons d'apprendre par les rapports que la tendance positive enregistrée en ce qui concerne le retour des réfugiés et des personnes déplacées dans leurs foyers en Bosnie-Herzégovine s'est renforcée. Les déclarations récentes des nouvelles autorités de la Croatie nous permettent d'espérer que de nouveaux progrès seront faits pour résoudre le problème actuel du retour des réfugiés dans ce pays.

Nous continuons d'être profondément préoccupés par la campagne massive et accrue d'intimidation qui vise à transformer la province du Kosovo de la République fédérale de Yougoslavie en une région à composition ethnique monolithique. La reconstruction économique de l'ensemble de la région et de chaque pays pris individuellement est au coeur du règlement final du conflit dans chacune des parties constituantes des Balkans.

Cela étant, l'importance du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est ne saurait être sous-estimée car il donnera à tous les pays de la région la possibilité d'accélérer leur relèvement économique et le processus général de transformation en vue d'une intégration plus étroite au sein de la famille européenne des nations.

De plus ce document fournit un cadre solide pour la reconstruction économique des Balkans dans leur ensemble.

L'Ukraine se félicite de l'adoption le 12 février de cette année, de la Déclaration de Bucarest à l'issue de la troisième réunion des chefs d'État et de gouvernement des pays de l'Europe du Sud-Est, et nous réaffirmons que nous souhaitons nous associer plus étroitement aux efforts concertés de la communauté internationale, en tant que facilitateur du processus du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est. Mon pays estime que, en tant qu'État riverain du Danube qui a subi des pertes en raison des sanctions économiques contre la République fédérale de Yougoslavie et de la crise du Kosovo, il devrait participer au processus de reconstruction économique de la région. Il est incontestable qu'il existe une relation étroite entre les événements dans différentes parties de cette région. C'est pourquoi il conviendrait d'adopter une démarche régionale pour régler tous les conflits connexes dans les Balkans. Il est clair qu'il faut renforcer la coordination des efforts entre les acteurs internationaux sur le terrain, y compris toutes les missions des Nations Unies. Nous sommes certains qu'un rôle plus actif peut être joué à cette fin par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour les Balkans.

Par ailleurs, nous devons constater l'absence d'un dialogue officiel entre l'Envoyé spécial et le Conseil de sécurité. Je dois avouer à M. Bildt que lorsque nous avons

appris qu'il viendrait parler au Conseil, notre délégation, comme beaucoup d'autres, s'est demandé quel était le sujet concret de la discussion dans le contexte de ses activités, simplement parce que les informations dont dispose le Conseil à cet égard sont très limitées.

Nous savons que M. Bildt a un mandat très vaste qui lui a été confié par le Secrétaire général. Ma délégation estime que ce mandat lui permet de faire face à certaines questions concernant les Balkans qui, pour différentes raisons, n'entrent pas dans le cadre des travaux du Conseil de sécurité. Mon pays croit que le rôle que joue M. Bildt et les efforts qu'il déploie dans les Balkans sont une contribution précieuse pour notre cause commune   consistant à établir la paix durable et la stabilité dans les Balkans. C'est pourquoi, il me semble que ces efforts communs pourraient être beaucoup plus efficaces si la communication dans les deux sens entre le Conseil de sécurité et l'Envoyé spécial pour les Balkans était établie de façon permanente.

Cela étant posé, nous nous félicitons de la réunion d'information d'aujourd'hui. Ma délégation pense qu'il est nécessaire d'avoir régulièrement des réunions d'information de ce genre. D'un côté, la pratique de ces réunions d'information permettra au Conseil d'être mieux au courant des activités de l'Envoyé spécial pour les Balkans. D'un autre côté, elle permettra au Conseil, le cas échéant, de lui prêter un appui politique plus vigoureux ou de faire appel à ses bons offices. Par ailleurs, l'introduction de cette pratique des réunions d'information ne devrait pas empêcher le recours à des voies de communication pratiques entre M. Bildt et le Conseil de sécurité ainsi qu'en sens inverse, par le biais du Secrétaire général.

Nous voudrions également avoir plus d'informations concernant les activités du deuxième Envoyé spécial du Secrétaire général pour les Balkans, M. Eduard Kukan, qui souhaitera peut-être participer aux réunions d'information pertinentes du Conseil sur ce sujet.

Enfin, j'aimerais souhaiter plein succès à M. Bildt dans ses activités dans les Balkans, dans sa qualité actuelle. Mon pays est prêt à contribuer davantage à nos efforts communs dans la recherche du rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région.

M. Lavrov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je m'associe aux salutations qui ont été adressées à M. Carl Bildt, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour les Balkans et je le remercie de son exposé clair et détaillé de ses vues sur ce qui se passe dans les Balkans. Je partage la conviction qu'il a exprimée selon laquelle le problème des Balkans ne peut être résolu que de manière globale et qu'il est effectivement essentiel d'adopter une approche régionale, en raison aussi bien du nombre de participants que de l'objectif auquel nous devrions tous aspirer. Je souhaite en particulier souligner son opinion quant à la nécessité d'avoir un accord tant au Conseil de sécurité que, sur un plan plus large, un accord de la communauté internationale quant à savoir dans quelle voie il convient d'avancer en vue de résoudre tous les aspects de la crise dans les Balkans. Ceci est extrêmement important pour que nous puissions tous oeuvrer dans la même direction, et non pas tenter d'exploiter ce conflit ou d'autres pour promouvoir des objectifs à caractère purement national, car une telle démarche ne saurait mener à aucun résultat. Le seul moyen d'arriver à un résultat est de suivre systématiquement la ligne convenue de la communauté internationale telle qu'elle est reflétée dans les décisions concrètes du Conseil de sécurité et des différentes structures européennes.

Je suis entièrement d'accord avec M. Bildt que l'une des tâches consacrées par de nombreuses résolutions des Nations Unies est celle qui consiste à mettre fin à l'extrémisme de toutes parts et à faire fortement pression sur les forces de désintégration. Sans cela, nous ne pouvons escompter un règlement durable du problème des Balkans.

Nous appuyons l'appel à une approche régionale et exhaustive. Je voudrais, en particulier, souligner ce qu'a dit M. Bildt au sujet du rôle de la Yougoslavie dans les Balkans et je ne peux que souscrire à sa conclusion selon laquelle sans la République fédérale de Yougoslavie, il ne saurait y avoir ni paix ni développement stable à long terme dans la région. Ce sujet a déjà fait l'objet de débats à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social. On en parle beaucoup à présent et nous considérons que l'Envoyé spécial du Secrétaire général pourrait jouer un rôle positif afin d'aider à coordonner les différents efforts de la communauté internationale qui sont engagés dans le cadre du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, par l'Agence européenne de reconstruction au Kosovo, par l'Initiative de coopération en Europe du Sud-Est, et par la coopération économique de la Mer noire entre autres. En tout état de cause, il y a de nombreuses initiatives régionales qui concernent les Balkans d'une manière ou d'une autre et, à ce stade, il serait idéal de coordonner ces initiatives ou au moins de mettre en commun les informations sur la manière dont ces initiatives se déroulent. C'est d'ailleurs ce que fait le Programme des Nations Unies pour le développement, et le Conseil économique et social a également adopté une résolution spéciale à ce sujet et l'Assemblée générale à sa dernière session, a adopté par consensus une résolution sur l'aide économique aux pays d'Europe orientale et a égale-

ment adopté par consensus une résolution sur l'aide humanitaire à la République fédérale de Yougoslavie. C'est pourquoi nous voudrions demander instamment à M. Bildt et à tous ses collègues d'examiner ce qu'ils pourraient faire pour que tous ces différents efforts soient coordonnés et contribuent à atteindre l'objectif commun de développement de toute la région, sans aucune discrimination.

Le seul point sur lequel il m'est difficile de partager l'avis de M. Bildt est lorsqu'il se réfère au régime de Belgrade qui, selon lui, est pour ainsi dire un obstacle au développement de la région ou, en tout cas, un obstacle au règlement de différents problèmes, dont le problème du Kosovo. La République fédérale de Yougoslavie a participé au règlement de la crise au Kosovo dont les principes sont décrits dans la résolution 1244 (1999).

À notre avis, bon nombre des problèmes auxquels la MINUK est confrontée actuellement en ce qui a trait à la mise en oeuvre de cette résolution découlent du fait, et c'est le moins qu'on puisse dire, que la MINUK ne collabore pas suffisamment avec les autorités de la République fédérale de Yougoslavie, sans lesquelles il sera tout simplement impossible de mettre en oeuvre les décisions énoncées dans la résolution 1244 (1999). La démarche actuelle doit être modifiée, aussi bien sur le plan politique, comme nous en discuterons en détail avec M. Kouchner et le Général Reinhardt, que sur les plans économique, social et humanitaire.

En ce qui concerne l'économie, j'ai déjà mentionné les résolutions des Nations Unies sur la reconstruction de la région et sur l'assistance fournie à la République fédérale de Yougoslavie. Dans le domaine humanitaire, il ne faut pas oublier que le groupe le plus important de réfugiés en Europe se trouve actuellement en République fédérale de Yougoslavie. Il s'agit de réfugiés qui viennent principalement de Bosnie et de Croatie; comme Mme Ogata l'a confirmé ici à plusieurs reprises, ce groupe de réfugiés est tout simplement oublié par les donateurs, ou à tout le moins reçoit très peu d'attention de leur part. Cette situation ne peut manquer de nous amener à croire que la communauté internationale continue de politiser les Balkans, comme en témoigne particulièrement la discrimination dont la République fédérale de Yougoslavie est victime dans les domaines les plus divers. Je dois noter en passant, malgré tout le respect qui est dû au Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, que la tendance à la politisation s'applique aussi aux activités de cet organe. Cette politisation est presque palpable. Des exemples précis à cet égard ont été cités, et des questions ont été posées. Toutefois, les réponses que nous avons reçues n'ont pas dissipé nos doutes.

Permettez-moi de citer un autre exemple où l'esprit de prévention a empêché de progresser dans un domaine lié à la tentative de régler la crise dans les Balkans. Nous savons qu'un problème se pose à Prevlaka. Récemment, le Secrétariat nous a indiqué que dans l'ensemble, les autorités de la République fédérale de Yougoslavie et du Monténégro appliquent à Prevlaka le régime des zones désignées par les Nations Unies. En même temps toutefois, le nombre de violations augmente. Nous espérons que le nouveau Gouvernement croate prendra des mesures pour s'assurer qu'il respecte lui aussi les zones désignées par l'ONU.

Mais voici la principale chose que j'aimerais mentionner concernant Prevlaka. Nous avons entendu dire que, depuis près de sept mois, la République fédérale de Yougoslavie a demandé la reprise des pourparlers bilatéraux avec la Croatie au sujet de Prevlaka. Jusqu'à maintenant, Zagreb n'a pas répondu à ces demandes; selon certains renseignements, la position de Zagreb peut s'expliquer par le fait que la partie croate ne souhaite pas discuter avec les autorités de la République fédérale de Yougoslavie, notamment en raison des mises en accusation lancées par le Tribunal de La Haye.

Cet exemple montre que nous devons tous réfléchir à ce que nous allons faire si certaines parties continuent de refuser purement et simplement de parler à Belgrade. Quel but voulons-nous atteindre? Il y a des élections régulières en Yougoslavie, mais allons-nous tous respecter les résultats et les choix faits par la population yougoslave? Ce n'est pas une question vide de sens; en effet, elle touche les politiques de pays qui, à plusieurs égards, vont à l'encontre des souhaits de la communauté internationale. Je rappelle que selon les décisions des Nations Unies qui réaffirment la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie, le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie doit participer directement au règlement de telles questions, que ce soit au Kosovo ou à Prevlaka.

On note une politisation notable dans les politiques de bon nombre de pays. Nous avons des décisions de l'ONU, mais il faut les mettre en oeuvre. Il devient de plus en plus difficile de le faire puisque certains États s'opposent à ce que Belgrade participe à l'application des engagements contraignants qui découlent de ces résolutions.

Je ne connais vraiment pas la réponse à cette question. Mais j'invite toutes les parties intéressées à revoir leurs positions, et à réfléchir à leurs obligations propres et à la façon dont nous pourrons mettre pleinement en oeuvre nos décisions. De toute façon, je crois que le mandat délivré à

M. Bildt implique notamment de s'acheminer vers une réponse Il a une vaste expérience, beaucoup d'énergie et une grande créativité. La démarche qu'il a choisie témoigne de ces qualités, et nous avons la certitude que ces mêmes qualités nous aideront tous à avancer dans la bonne direction.

Le Président (*parle en espagnol*) : Comme je l'ai indiqué antérieurement, je suspends maintenant la séance jusqu'à 16 h 30.

La séance est suspendue à 13 h 20.